

Aucune intervention des impérialismes occidentaux ou d'Israël en Iran et en Syrie ! Fin des sanctions !

LES ÉTATS-UNIS, L'UNION EUROPÉENNE ET ISRAËL EN GUERRE LARVÉE CONTRE L'IRAN

Les vieux impérialismes tentent de maintenir leur domination sur le Proche-Orient et ses ressources énergétiques face à l'intrusion grandissante des impérialismes émergents et à la révolution sociale qui menace.

Après avoir envahi l'Irak et l'Afghanistan, après être intervenus en Libye, ils menacent l'Iran et la Syrie. Les États-Unis et l'Union européenne viennent de durcir leurs sanctions économiques contre l'Iran ; Obama, Cameron et Sarkozy « n'écartent aucune solution » à son encontre. Israël est probablement à l'origine des attaques numériques contre l'Iran et des assassinats de physiciens iraniens ; Netanyahu ne cache pas son intention de bombarder l'Iran.

Ces menaces et ces actes de banditisme rappellent terriblement les bombardements par l'armée israélienne de l'Irak en 1981 et de la Syrie en 2007, le blocus de 1990 à 2003 de l'ONU contre l'Irak qui avait causé des centaines de milliers de morts, l'invasion de l'Irak en 1991 décidée par Bush père, Mitterrand et Major, les opérations répétées de l'armée britannique et de l'armée américaine sur ordre de Clinton et de Blair à partir de 1998 et l'invasion de l'Irak en 2003. Bush fils avait alors invoqué qu'Husseïn patronnait Al-Qaïda et que l'Irak détenait des « armes de destruction massive ». Aujourd'hui, le prétexte des « sanctions » de l'ONU, des actes de terrorisme israélien et des menaces militaires est que l'Iran veut se doter de l'arme nucléaire. Aucune preuve sérieuse n'étaye cette accusation. L'État iranien soutient qu'il ne conduit qu'un programme nucléaire civil et ouvre ses installations aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Quoi qu'il en soit, les impérialismes occidentaux et le colonisateur sioniste n'ont aucune légitimité à empêcher un autre État de se doter de quelque arme que ce soit. Quand l'Iran était dirigé par une dictature monarchique, installée en 1953 par un coup d'État (fomenté par les services secrets américains et appuyé par les islamistes), il a fait ses premiers pas en équipement nucléaire avec l'aide des États-Unis, puis de la France. Israël, qui est basée sur l'expulsion des Arabes de Palestine, s'est doté de l'arme atomique, avec l'aide de la France, puis des États-Unis, dans le plus grand mépris du « droit international ». Israël a utilisé des armes interdites durant sa dernière invasion de Gaza en 2009. Les groupes capitalistes de l'armement des États-Unis et d'Europe vendent massivement des moyens de destruction au monde entier. Les armées des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France sont équipées d'un gigantesque arsenal nucléaire et ont les moyens de l'utiliser à l'échelle planétaire (avions, missiles, bases, sous-marins). À eux tous seuls, les États-Unis peuvent détruire la planète et ils ont déjà utilisé l'arme nucléaire contre le Japon en 1945 (200 000 morts).

APRÈS L'AFGHANISTAN, L'IRAK ET LA LYBIE, LE TOUR DE LA SYRIE ?

Rien n'est plus ingrat qu'une puissance impérialiste. Le régime iranien est mal récompensé des services qu'il a rendus à l'ordre capitaliste mondial en écrasant la révolution en 1979-1981, en privatisant depuis 1988 avec les félicitations du FMI... De même, rien n'a servi au régime syrien d'avoir muselé en 1963 les organisations ouvrières et supprimé les grèves, d'avoir écrasé la résistance palestinienne au Liban en 1983, d'avoir soutenu la guerre impérialiste contre l'Irak en 1991, d'avoir commencé à privatiser en 2000, d'avoir remis des « terroristes » aux services secrets américains en 2002, d'avoir participé, avec Israël, à la création de l'Union pour la Méditerranée patronnée par l'impérialisme français en 2008.

Les gouvernements occidentaux et leur allié sioniste s'accommodaient de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi et d'Assad tant qu'ils maintenaient l'ordre. Mais une vague révolutionnaire a ébranlé l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, concernant l'Iran, la Tunisie, l'Algérie, Oman, l'Arabie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, Bahreïn...

En Syrie, dont le régime est allié avec l'Iran, tout commence en mars 2011 quand, à Deraa, 15 adolescents sont arrêtés pour avoir tagué sur les murs de la ville : « *Le peuple veut la chute du régime* ». Les manifestations se répètent à Deraa et s'étendent à tout le pays. Le Baas et Assad se révèlent incapables, comme auparavant le RCD et Ben Ali, le PND et Moubarak, les « Comités Révolutionnaires » et Kadhafi, de maintenir l'ordre face à la révolte de la jeunesse et des travailleurs.

Malgré les appels d'Israël à soutenir Moubarak et Assad, les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, instruits par l'exemple de la Tunisie, estiment, ainsi que la Turquie qui tourne aussi sa veste, qu'il vaut mieux qu'Assad parte. Contre le risque d'une révolution sociale, les États-Unis et l'Union européenne misent, comme en Égypte, en Libye et en Tunisie, sur les partis islamistes. Avec la Turquie, ils préparent une solution bourgeoise, le Conseil national syrien (CNS), tout aussi réactionnaire que le CNT libyen. La principale composant du CNS est l'islamisme. Il ne reconnaît pas les droits des Kurdes. Il appelle les masses à se laisser massacrer par l'armée. Il soutient la proposition de « zones protégées par l'ONU », un procédé déjà utilisé contre l'Irak et la Libye pour préparer des interventions impérialistes.

Assad refuse de céder. Il redouble la répression avec l'armée bourgeoise, la police politique et les milices du Baas qui causent au total 5 000 morts (tirs sur les civils, bombardements de quartiers entiers, arrestations et exécutions y compris dans les hôpitaux, tortures...). Il mise sur l'aide de l'Iran voisin, sur le soutien de la Chine et de la Russie qui disposent d'un droit de veto au Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'EXACERBATION DES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

La Russie et la Chine ont bloqué à l'ONU toute intervention militaire en Syrie et ont rejeté les nouvelles sanctions contre l'Iran que les États-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne prétendent imposer au monde entier dans les domaines bancaires et énergétiques.

L'unité entre puissances occidentales n'est que de façade. L'éclatement de la Yougoslavie (en 7 minuscules États tous sous l'emprise d'un impérialisme) a été attisé par la rivalité entre l'Allemagne et la France, entre l'Union européenne et la Russie. Les interventions américaines précédentes en Asie de l'Ouest ont toujours eu pour but de maintenir la domination des États-Unis et d'assurer leur approvisionnement en pétrole et en gaz au détriment des autres impérialismes. D'où le refus de la France, de l'Allemagne et de la Russie de s'associer à la seconde intervention en Irak en 2003. La France a tenté de consolider sa position au Maghreb et au Levant en lançant en 2007 le projet d'Union pour la Méditerranée ; mais l'Allemagne a imposé en 2008 que toute l'Union européenne soit partie prenante. Sarkozy a tenté de faire oublier son soutien tardif à Ben Ali en prenant les devants pour chasser Kadhafi dès que l'occasion s'est présentée en 2011, mais n'a pu se passer de l'armée américaine pour installer le CNT au pouvoir. L'Italie, l'Espagne et la Belgique viennent de contraindre l'Union européenne à différer l'embargo du pétrole iranien.

Aux rivalités des vieux impérialismes dans leur « Proche Orient » s'ajoutent celle des nouveaux venus, en particulier de l'impérialisme russe et de l'impérialisme chinois. La bourgeoisie américaine n'avait pas prévu qu'il sortirait de nouvelles concurrentes de sa plus grande victoire historique, le rétablissement du capitalisme en URSS et en RPC par leur bureaucratie stalinienne. D'une part, Poutine et Hu redoutent la contagion des révoltes des peuples perses, arabes et berbères contre les régimes despotiques ; d'autre part, les bourgeoisies qu'ils représentent se heurtent aux intérêts des vieux impérialismes qui se sont, sous hégémonie américaine, partagés le monde depuis 60 ans. Profitant du déclin économique et des échecs militaires du principal impérialisme, les impérialismes émergents le défient de plus en plus ouvertement.

La Russie qui dispose d'une base militaire navale en Syrie (Tartous), vend massivement des armes à l'Iran, même si elle n'a pas osé livrer ses missiles les plus performants à cause des décisions de l'ONU. Les groupes capitalistes russes investissent en Iran dans l'énergie et dans l'aluminium sous forme de co-entreprises avec des groupes capitalistes iraniens.

La Chine est devenue le premier partenaire de l'Iran avec 30 milliards de dollars d'échanges. L'État chinois utilise le blocus occidental pour négocier des prix avantageux de pétrole et de gaz naturel. L'économie chinoise achète 20 % du pétrole iranien, ce qui couvre 11 % de ses besoins. En échange, elle vend ses produits manufacturés (dont des missiles) et ses services (elle construit des lignes de trains et de métros). Elle y exporte aussi du capital : entre autres, les compagnies pétrolières CNPC et CNOOC et la compagnie automobile Chery ont investi en Iran. Au-delà de ce pays, les entreprises chinoises créent des filiales dans tous les pays du Golfe arabo-persique et la Chine se prépare à supplanter les États-Unis au Pakistan et en Afghanistan, voire en Irak.

LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT ROMPRE AVEC TOUTES LES BOURGEOISIES ET EXTIRPER L'IMPÉRIALISME POUR EMPÊCHER LES GUERRES ET ÉMANCIPER LES PAYS DOMINÉS

La Chine et la Russie ont soutenu contre leurs peuples Ben Ali, Moubarak et Kadhafi jusqu'au bout. Elles soutiennent aujourd'hui le boucher Assad, comme Ahmadinejad et Khamenei qui répriment les grèves, privatisent, oppriment les minorités nationales, les femmes et la jeunesse, plombent l'économie par le militarisme... L'État chinois ne reconnaît pas le droit de ses minorités (Tibétaines ou Ouïgours) de le quitter. L'État russe maintient par la force le peuple tchéchène dans ses frontières.

Quels que furent les prétextes utilisés, la « lutte contre le terrorisme », la « démocratie » ou la « protection des peuples », le résultat des interventions occidentales en Irak, en Afghanistan et en Libye fut le démembrement du pays, la montée de l'islamisme, l'intensification des conflits ethniques et religieux, la généralisation de la torture. En Géorgie, l'immixtion de l'impérialisme russe et des impérialismes occidentaux a abouti à des pogroms et à la division du pays.

Pour tous les peuples de la région, il n'y a rien à attendre des affrontements entre grandes puissances sauf à en profiter pour se libérer de toute domination étrangère par une révolution sociale qui s'étende aux centres impérialistes eux-mêmes.

Les travailleurs salariés, s'ils parviennent à défendre leurs propres intérêts au lieu de rester subordonnés à telle ou telle fraction de la bourgeoisie mondiale, nationale ou étrangère, « progressiste » ou cléricale, peuvent prendre la tête de tous les opprimés et mener une vraie révolution, une révolution sociale.

En Égypte, en Iran, en Tunisie, en Syrie, en Libye, seul le prolétariat est capable d'instaurer les libertés démocratiques, de garantir les droits des minorités nationales non-perses ou non-arabes, d'émanciper les femmes, de donner la terre aux paysans pauvres, de fournir du travail à tous, d'unifier progressivement la région sous forme de la fédération socialiste d'Asie de l'Ouest ou de la Méditerranée. Le prolétariat israélien ne sera rien tant qu'une partie significative des travailleurs juifs ne reconnaîtra pas les droits des arabes palestiniens, ce qui entraînera la destruction de l'État colonial sioniste et ouvrira la voie d'une Palestine démocratique, laïque et socialiste.

La première responsabilité des prolétariats des vieux pays impérialistes, qui comprend souvent des couches significatives venues d'Afrique ou d'Asie, est de lutter contre toute immixtion de leurs propres exploités dans les pays étrangers, pour le retrait des troupes impérialistes de tous les pays dominés, pour l'évacuation des flottes de guerre et des bases militaires. Ainsi, les travailleurs s'ouvriront la voie de l'unité de leurs rangs contre le racisme et la xénophobie, de la défense résolue de leurs intérêts contre le capitalisme fauteur de crises et de chômage, de l'écrasement des bandes fascistes, de l'éviction de tous les gouvernements bourgeois, de la destruction de l'État bourgeois, de l'établissement de leur propre pouvoir et de l'expropriation du capital.

Depuis 100 ans, la sociale-démocratie et le travaillisme subordonnent le prolétariat à la bourgeoisie et depuis 80 ans le stalinisme en fait autant. Pour rompre avec la bourgeoisie et lui prendre le pouvoir, il faut partout construire le parti ouvrier révolutionnaire. Pour rompre avec la bourgeoisie et unir les prolétaires de tous les pays, il faut construire l'internationale ouvrière révolutionnaire. ★